

# Du progrès au pacte social, les pistes pour sortir de la crise de civilisation

Quelle est votre conception de la gauche ?

**Edgar Morin :** Il s'agit pour moi de revenir à ces trois sources du XIX<sup>e</sup> siècle, libérale, socialiste et communiste, qui se sont séparées et combattues dans l'Histoire. L'idée communiste s'est dégradée dans sa version stalinienne et maoïste ; la sociale-démocratie s'est asséchée ; quant au libéralisme, il reste isolé, mis à part au sein d'une frange de la gauche radicale. Aujourd'hui, il faut régénérer ces trois courants et les relier pour œuvrer à la fois à l'épanouissement des individus, à une société meilleure et à la fraternité. J'ajouterais une quatrième source, plus récente, qui est écologique : notre devenir nécessite un effort pour sauvegarder à la fois la nature et notre propre nature humaine.

**François Hollande :** Ces trois sources ont en effet connu des remous, parfois des assèchements, mais elles restent vives. La famille socialiste a plus de responsabilités encore qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, parce qu'elle s'est confrontée à l'exercice du pouvoir. Elle s'est renforcée par la volonté d'accomplir sa promesse au sommet de l'Etat, mais aussi au sein des collectivités locales. La gauche doit se donner pour ligne d'horizon l'accomplissement du dessein républicain, mais elle doit aussi réussir une reconquête : faire que la démocratie redevienne plus forte que les marchés, que la politique reprenne le contrôle de la finance et maîtrise la mondialisation.

La gauche doit ouvrir la voie, imaginer des politiques nouvelles. Le progrès est possible, l'avenir peut encore être une source d'accomplissement pour les générations à venir. L'humanité reste en marche. Nous devons être dans l'évocation de notre histoire et dans l'invention de notre futur. C'est dans cette perspective historique que j'inscris mon projet présidentiel : je veux être un continuateur et un renouvateur.

**Abolition de la peine de mort et essor des yuppies, prix unique du livre et triomphe de Bernard Tapie, le mitterrandisme a-t-il éclairé ou plombé la gauche ?**

**E. M. :** Le mitterrandisme a été porté par un grand élan d'espérance. Il a engagé de grands réformateurs, comme l'abolition de la peine de mort ou les lois Auroux, mais son bilan est ambivalent. Il faut tenir compte de ses faiblesses, de ses échecs et de ses insuffisances. Quel bilan faites-vous, François Hollande, de la gauche au pouvoir ? A partir de 1981, elle a certes accompli des réformes importantes, mais n'a-t-elle pas aussi converti la société française au néolibéralisme, ce qui a favorisé le développement du capitalisme financier que vous dénoncez ?

Le Front populaire, par exemple, a été un moment magnifique, mais ce gouvernement n'a pas eu le courage ou l'énergie d'intervenir en Espagne, ce qui aurait peut-être pu stopper l'essor du nazisme.

**F. H. :** Ne soyons pas trop sévères envers la gauche des années 1980 : elle a permis de moderniser notre pays, de l'adapter, d'opérer des mutations qui ont vaincu l'inflation et rétabli la croissance. Grâce à elle, la France a tenu son rang. Mais il est vrai que la gauche a ensuite été happée par une construction européenne conçue davantage comme un grand marché que comme un grand projet. Et il est vrai aussi que cette Europe-là a fini par représenter le libéralisme aux yeux des citoyens. La gauche a payé cette erreur, elle a corrigé le tir.

La gauche doit porter de grands espoirs, mais elle ne peut pas se réduire à de grands moments. Sa vocation n'est pas d'intervenir tous les vingt ans pour faire des réformes. Je veux au contraire inscrire

**« Avoir l'esprit de salut public, c'est se départir de nos intérêts privés et catégoriels, promouvoir une transition et une élévation spirituelle du pays »**

**François Hollande**

la gauche dans la durée. Je ne suis pas candidat pour écarter la droite, introduire quelques innovations politiques et sociales, et ensuite laisser la place. Je veux initier une transformation de la société à long terme qui puisse convaincre au-delà même de la gauche.

Ma responsabilité est d'être le président de la sortie de crise. Cela suppose une transition économique, énergétique, écologique, générationnelle aussi, qui permette à la jeunesse d'accomplir son propre destin. A chaque époque, la gauche doit savoir pourquoi elle combat. C'est pour permettre ce passage d'une société à une autre, d'une époque à une autre. Pour permettre à la France d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

**La gauche doit-elle renouer avec l'idée de progrès et de croissance ou bien s'en méfier ?**

**E. M. :** Depuis Condorcet, le progrès était conçu comme une loi automatique de l'Histoire. Cette conception est morte. Le progrès a souvent été assimilé à la technique, au développement économique, à la croissance, dans une conception quantitative des réalités humaines. Face à la crise de la croissance, aux nuisances et catastro-

phes engendrées par le développement techno-scientifique ou aux excès du consumérisme, ne faut-il pas rompre avec le mythe de la croissance à l'infini ?

On ne peut plus envisager le progrès comme un wagon tiré par la locomotive techno-économique. Il s'agit de croire au progrès d'une façon nouvelle, non comme une mécanique inévitable mais comme un effort de la volonté et de la conscience. Mais surtout il faut dépasser l'alternative stérile croissance/ décroissance et promouvoir la croissance de l'économie verte, de l'économie sociale et solidaire...

En même temps faire décroître l'économie des produits futiles, aux effets illusoire, mais vantés par la publicité, faire décroître l'économie des produits jetables ou dont l'obsolescence est programmée, supprimer les prédateurs des intermédiaires comme les supermarchés qui imposent des prix très bas aux producteurs et des prix élevés aux consommateurs.

**F. H. :** Le progrès n'est plus une idéologie. Mais c'est une idée encore féconde. Je suis un militant du progrès. L'action politique doit permettre à l'humanité d'avancer et à l'individu d'espérer un sort meilleur. Je réfute toutes les idées qui mettent en cause le progrès scientifique, social et écologique. Pour autant, on ne peut plus croire à l'automatisme de la croissance, à une mécanique qui conduirait, par les forces du marché ou au contraire par l'intervention de l'Etat, à une amélioration du pouvoir d'achat ou de la qualité de la vie. Rousseau nous l'a appris : il n'y a pas d'équivalence entre progrès technique et progrès moral, entre progrès économique et progrès humain. Nous devons nous battre pour un progrès humain, solidaire, mondial.

C'est là qu'intervient la distinction entre le marchand et le non-marchand – tout ce qui ne peut pas être réduit à l'échange et à la valorisation. Le rôle de la gauche est de veiller à ce que le marchand soit efficace et compétitif, mais aussi de développer le non-marchand. Quant à l'opposition croissance/ décroissance, je suis pour un niveau plus élevé de croissance, même si nous savons bien que la tendance pour les dix prochaines années est au mieux de retrouver 2 ou 2,5 points de croissance, c'est-à-dire la moitié de ce que nous avons connu pendant les « trente glorieuses » et un tiers de ce que nous avons pu connaître en 1974. D'où l'importance de donner à cette croissance un contenu en emplois, en activité, en richesse, en écologie surtout.

Il y a aussi des secteurs qui doivent décroître parce qu'ils sont source de gaspillage. La technologie peut nous y aider. Lutter contre ce qui nuit à la santé est un facteur de réduction de nos dépenses col-

lectives, donc une recette supplémentaire pour financer d'autres recettes de solidarité. La sobriété n'est pas le contraire de la prospérité. Ce n'est pas une spoliation, mais une liberté que nous devons offrir à chacun.

**Faut-il accroître la mondialisation ou bien amorcer une démondialisation ?**

**E. M. :** La concurrence est une chose naturelle mais la compétitivité amène les entreprises à remplacer les travailleurs par des machines, à les opprimer par des contraintes. L'exploitation économique contre laquelle luttait les syndicats a été suppléée par une aliénation aux normes de productivité et d'efficacité. Il faudrait donc une politique de l'humanisation de l'économie déshumanisée. Il faut par ailleurs reprendre un contrôle humain, éthique et politique sur la science. S'agissant de la mondialisation, on peut certes se féliciter que des pays que l'on appelait sous-développés enregistrent une amélioration de leur niveau de vie et, en cela, les délocalisations ont pu jouer un rôle utile.

Mais, face à l'excès de la délocalisation et à la désertification de notre industrie, il y a des mesures de protection à prendre. Aussi faut-il à la fois mondialiser et démondialiser, continuer tout ce que la mondialisation apporte de coopération, d'échanges fructueux, de cultures et de destin commun, mais sauver les terroirs, retrouver les agricultures vivrières, sauvegarder les autonomies. Il faut prendre position au-delà de l'alternative mondialisation/ démondialisation.

**F. H. :** La mondialisation n'est pas une loi de la physique ! C'est une construction politique. Ce que des hommes ont décidé et construit, d'autres hommes peuvent le

**« Dire que la France est une, indivisible et multiculturelle, c'est reconnaître une réalité où l'unité empêche le communautarisme »**

**Edgar Morin**

changer. Le politique doit intervenir pour lutter contre l'économie de casino et la spéculation financière, pour préserver la dignité du travailleur et fonder la concurrence sur des normes environnementales et sociales.

Le travail n'est pas une valeur de droite, mais une valeur citoyenne : le droit au travail est d'ailleurs reconnu dans la Constitution, il garantit un revenu, une place dans la société, une relation à autrui.

La période que nous vivons est celle de

l'excès : excès des rémunérations, des profits, de la misère, des inégalités. Le rôle du politique, c'est de lutter contre les excès, les risques, les menaces et de réduire les incertitudes. Nous avons besoin d'humanisation, sinon nous perdrons le sens de ce pour quoi nous produisons, échangeons, commerçons. Nous avons aussi besoin d'unité, de nous retrouver autour de grands valeurs, mais cette unité ne doit pas écraser la diversité. Il s'agit d'être justes, de faire preuve à la fois de justice et de justice. Nous devons à la fois inspirer la confiance et donner confiance aux citoyens dans leurs propres capacités.

**Edgar Morin, vous suggérez aux candidats d'inscrire dans la Constitution que « la France est une république une, indivisible, mais aussi multiculturelle ». Pour quelles raisons ?**

**E. M. :** La France est une réalité multiculturelle : Basques, Flamands, Alsaciens sont ethniquement hétérogènes ; dans un processus historique de francisation, ils sont devenus français. Dire que la France est une, indivisible et multiculturelle, c'est reconnaître une réalité où l'unité empêche le communautarisme et renforce l'attachement de ceux qui viennent d'ailleurs, mais qui reconnaît la diversité féconde des cultures que nous intégrons. Je ne parle pas seulement des immigrés mais aussi des Antillais, des Réunionnais, qui veulent qu'on reconnaisse leur spécificité.

Vous êtes attaché aux symboles. Ainsi pourrait-on inscrire dans notre Constitution que la France est une république laïque, une, indivisible et multiculturelle, ce qui affirmerait une réalité de fait qui doit échapper et à l'homogénéisation qui ignore les diversités (III<sup>e</sup> République) et au communautarisme qui désunit. N'est-ce pas la reconnaissance de l'autre à la fois dans sa différence et sa ressemblance qui fait de plus en plus défaut et qui nous conduit vers la désunion ?

**F. H. :** La France s'est constituée par des intégrations successives, d'abord de ses provinces puis de ces populations venues enrichir la nation. Néanmoins, le mot de multiculturalisme crée des ambiguïtés et laisserait penser que nous sommes une société où il n'y aurait plus de références communes. Il ne s'agit pas d'effacement ou d'indifférence à l'égard des origines diverses mais de faire en sorte que les Français se reconnaissent dans la République. Je préfère renforcer la laïcité dans la Constitution, parce qu'elle est un grand principe de liberté – tous les citoyens, toutes les religions sont traités de la même manière – et de fraternité – la laïcité nous permet de vivre tous ensemble, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.